

La Biorégion du Grand Paris: une vision du futur

Agnès Sinäi

SciencePo, Paris School of International Affairs

sinai.agnes@gmail.com

Received: December 2025 / Accepted: March 2026 | © 2026 Author(s).

This article is published with Creative Commons license CC BY-SA 4.0 Firenze University Press.

DOI: [10.36253/contest-16997](https://doi.org/10.36253/contest-16997)

Abstract

Through bioregions, we imagine landscapes shaped by moderation and care, able to bring ecological limits back into territories through landscape ecology. This is how the Institut Momentum (Cochet, Sinäi, Thévard 2019) projected a bioregional vision onto the Île-de-France region, starting from a reflection on its medium-term subsistence. In the case study presented in the article, the Île-de-France region is split into eight bioregions to reestablish shorter agricultural circuits and gradually reorganise the current monocultures into a variety of hedgerows and a nourishing mosaic, also attracting new jobs that wouldn't be relocated otherwise. The following text outlines a political project aimed at fostering a cared-for and actively cultivated region, with a high potential for job creation through agriculture and locally routed techniques: an eco-territorialist vision, inspired by Alberto Magnaghi's Ecopolis.

Keywords: ecological collapse, Île-de-France, ecological flow, proximity farming, local economy

1. Le grand effondrement de l'Île-de-France

On a imaginé le futur de l'Île-de-France si rien ne change : un scénario eco-catastrophique. Nous sommes presque en 2050. L'Île-de-France n'a pas résisté à sa fragmentation et à sa simplification forcée résultant du grand effondrement. Celui-ci a débuté dans les années 2010 avec la disparition accélérée des oiseaux, qui en a été le premier signe avant-coureur. Le moral des ménages s'en était ressenti en ce printemps silencieux de l'an 2032. Les effets du dérèglement climatique sont devenus de plus en plus perceptibles, obligeant une partie de la population francilienne – souvent la plus aisée – à quitter la région. En raison d'une grave crise économique et de l'interruption erratique des flux de la mondialisation, la carte des activités a dû être redessinée et la capacité d'autoproduction renforcée. Le tissu des bassins de vie s'est redéployé autour de localités plutôt rurales et s'est profondément relocalisé. La fin des moteurs thermiques, liée à la pénurie de pétrole et à des décisions politiques, a induit une atmosphère nouvelle et davantage de silence. Les champs ont dû être redimensionnés afin de permettre les cultures sans machines. Une main-d'œuvre abondante a absorbé une partie du chômage et utilisé les compétences des réfugiés en matière de culture sur sol sec.

La vie quotidienne a retrouvé une forme de convivialité de proximité, à base d'entraide et de solidarité, tant le choc du grand effondrement a été violent. La Seine dépolluée est devenue un fleuve où il est possible de se baigner pendant les vagues de chaleur. Les hypermarchés ont disparu, démontés pour récupérer le fer et l'aluminium, le périphérique a été couvert de verdure et transpercé de radiales cyclistes et pédestres qui conduisent aux biorégions limitrophes. Certains centres commerciaux ont été transformés en serres de pépinières. Le goudron a

été fragmenté par la pousse des végétaux. Là où il y avait encore des outils et du carburant, les services de verdissement de la voirie ont pu transformer ces aires en vergers d'arbres dépolluants. La qualité de l'atmosphère a changé, étant donné la division par 55 du nombre d'automobiles, le parc de voitures particulières franciliennes passant de 5 millions en 2017 à 90 000 en 2050. L'ozone atmosphérique et les microparticules ne polluent plus l'air. Les cyclistes peuvent pédaler sans s'étouffer. Mais, en 2050, les épisodes de chaleurs extrêmes interdisent la circulation sur de grandes distances par temps estival. Le réseau de transports ferroviaires est lui aussi périodiquement soumis à des stress climatiques et à des interruptions de trafic.

2. Le contre-exode urbain

La principale mutation anthropologique qui a eu lieu depuis les années 2020 est le contre-exode urbain dans la région francilienne. La ville connaît une désaffection en raison de ses effets sur le climat, sur la consommation de sols fertiles et sur les écosystèmes. Paris et sa région ne forment plus une mégalopole mondialisée. L'urbanisation ayant atteint son seuil maximal de contre-productivité dans les années 2020, une grande partie des habitants de la région francilienne partent de leur propre initiative. Ce contre-exode urbain va se poursuivre et s'accroître au cours de la seconde moitié du 21^e siècle. C'est un mouvement à la fois matériel et culturel. De nouveaux agriculteurs contribueront au repeuplement des lieux et des villes moyennes en déshérence, soucieux de construire une nouvelle civilisation à la fois urbaine et rurale. Un gouvernement éclairé favorisera cette recherche de la mesure et encouragera les synergies entre les établissements humains, l'environnement et la nature. Des réseaux d'entraide civique et des habitats frugaux et conviviaux émergeront dans les quartiers, libérés de l'emprise et du bruit automobile.

Ce redéploiement se fait au sein de territoires métamorphosés en "biorégions urbaines". Centres et périphéries ne s'opposent plus. Les espaces marginaux et les friches seront valorisés. Les systèmes économiques locaux se développent en s'appuyant sur les biens communs, naturels et territoriaux : matériaux et cultures locaux, équilibres hydro-géomorphologiques et qualité des réseaux écologiques, espaces publics, centres de production énergétique locale, espaces agro-forestiers à vocation multifonctionnelle pour la requalification des relations ville-campagne et la réduction de l'empreinte écologique, institutions de la démocratie participative et formes de gestion sociale des biens communs territoriaux.

Le territoire est repensé et organisé autour d'un impératif vital : la coévolution entre les établissements humains et le milieu ambiant. Et cette coévolution ne revient pas à une hybridation, mais à une culture de la coexistence équilibrée entre les humains, les animaux, les cours d'eau, les sols, les forêts et l'atmosphère. Le territoire est vu et vécu non pas comme un simple support, mais comme un organisme vivant. Une grande partie des métiers biorégionaux, soutenus par un revenu d'existence biorégional, consistent à restaurer le territoire enfoui sous le bitume, à réparer l'éco-catastrophe causée par la croissance illimitée. La libération des espaces occupés par l'automobile entraîne un basculement vers la reterritorialisation. Les métiers du contact physique avec le sol et les éléments sont valorisés, alors que la numérisation des villes s'est dégradée puis interrompue en raison de l'intermittence des réseaux électriques et de l'impossibilité de continuer à entretenir des infrastructures hautement complexes.

Les civilisations biorégionales, pour maintenir leur capacité de sustentation, ne peuvent plus vouer l'énergie à faire tourner des systèmes numériques très consommateurs, mais qui se révèlent inutiles pour la survie humaine. La Terre n'est plus traitée comme un simple support d'activité économique, mais comme une condition de notre survie. Les métiers de la reconstruction des lieux seront le cœur de l'économie biorégionale. Ainsi, la ville numérique, fantasmée jusque dans les années 2020, s'est révélée une impasse. La priorité est de décomplexifier et territorialiser des sociétés fragilisées par leur hyper-complexité, leur dépendance énergétique et leur déterritorialisation.

L'espace public, actuellement occupé par les automobiles du sol à l'atmosphère, est l'objet d'un grand soin de réparation et de ré-énergétisation. Les actes de reterritorialisation reconstituent le tissu social de la biorégion. Au passage, les polyactivités physiques restaurent leur santé. L'ensemble du paradigme du projet sociétal et économique est réorienté vers le rôle crucial des fonctions de la nature, de la qualité environnementale, du paysage. Ce qu'on appelle «Gaïa» n'est autre que notre cadre de vie immédiat. On ne connaît pas de précédent d'une civilisation qui se serait à ce point autocontractée et autolimitée.

3. Réappareiller la métropole francilienne

Le Grand Paris incarne aujourd'hui d'une métropole agricole paradoxalement dénuée de toute autonomie alimentaire. Sertie à perte de vue de monocultures intensives dont les produits sont voués à être exportés sur les

marchés mondiaux, l'agglomération parisienne, autrefois nourricière, fait aujourd'hui partie de ces villes potentiellement affamées telles que les décrit l'architecte britannique Carolyn Steel dans un ouvrage éponyme. Or, comme le souligne cette auteure, la nourriture est "inexorable, inévitable, universelle" (Steel, 2016, p. 396). Dans l'exposition *Taking the Country's Side*, Sébastien Marot documente cette disjonction entre agriculture et urbanisme à travers l'exemple de Chicago qui a dévoré les forêts de l'Illinois et du Michigan dès le XIX^{ème} siècle, décrit par l'historien de l'environnement William Cronon (1991). S'agit-il de prendre le parti de la campagne (Marot, 2019)¹ et de redessiner le rapport ville-campagne à travers le concept de biorégion urbaine tel que le revisite le territorialiste Alberto Magnaghi?

C'est cet exercice de réappareillage de la métropole en regard de son hinterland que s'est proposé de faire l'étude prospective produite par l'Institut Momentum publiée en 2019 (Cochet, Sinai et Thévard, 2019). Un écoterritorialisme en acte, inspiré de l'*ecopolis* d'Alberto Magnaghi. Le projet politique est celui d'une région urbaine cultivée et soignée, à fort potentiel de créations d'emplois par l'agriculture et les techniques locales. Le potentiel agricole de l'Île-de-France est au cœur du projet biorégional. Les parcs naturels régionaux sont le point de départ de parcs agricoles où se déploie l'utilisation intégrée – et non pas seulement défensive – des espaces ruraux. Le parc agricole assume comme activité principale la production agro-forestière, en association avec des biens et des services rémunérés. Les infrastructures se réorientent en fonction des systèmes locaux territoriaux, par l'intégration des systèmes de mobilité dans le paysage, le développement de la mobilité douce, la récupération des itinéraires historiques ferroviaires et leurs gares, les sentiers, les pistes, les chemins de halage, pour développer la jouissance de l'intérieur du système de petites villes et paysages par des liens piétonniers. Les visions du territoire qui privilégiaient les flux de passage sont progressivement abandonnées. La région se structure autour d'une nouvelle colonne vertébrale articulée par les continuités écologiques, les trames vertes, les corridors de biodiversité qui, en 2050, seront entièrement connectés et non plus discontinus comme aujourd'hui (Fig. 1).

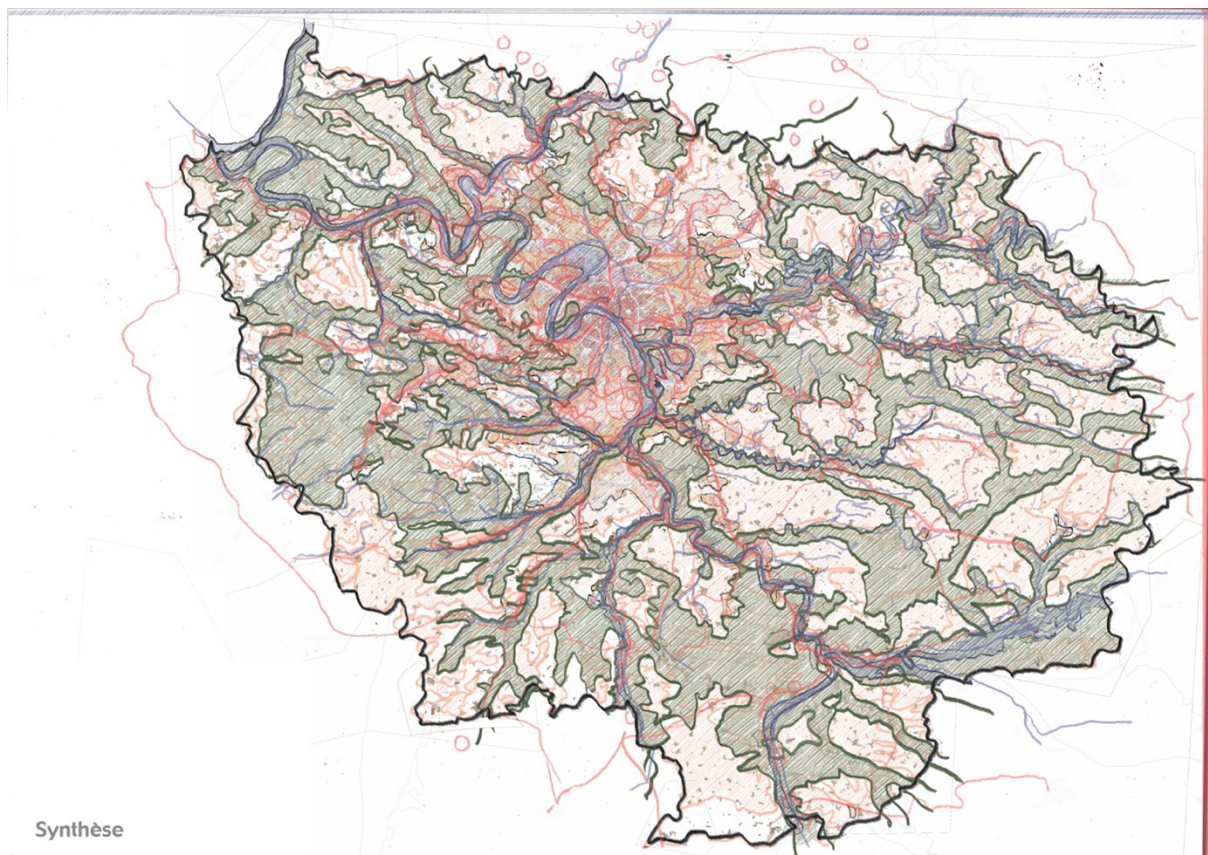


Fig. 1 - Carte des continuités écologiques de l'Île-de-France en 2050. Fair, Institut Momentum, 2019.

¹ Exposition présentée à Lisbonne du 3 octobre au 2 décembre 2019 dans le cadre de la Triennale d'architecture.

4. Huit biorégions dans le Grand Paris

Dans la présente étude, nous projetons que l'actuelle trajectoire de métropolisation de l'Île-de-France sera interrompue et modifiée par les conditions extérieures, qui ne seront pas égales par ailleurs. En raison de l'érosion des puits matures et d'un contexte de guerre, les prix du baril de pétrole seront soumis à des variations erratiques. Les chaînes de la mondialisation s'en ressentiront, de même que les systèmes énergétiques. L'approvisionnement alimentaire de la région pourra être mis à mal par l'évolution des conditions climatiques. Et surtout, la dégradation de l'énergie nette qui sous-tend les systèmes complexes rendra de plus en plus coûteux l'entretien de la complexité des réseaux et des flux qui alimentent la région francilienne 24 heures sur 24.

Selon nos hypothèses, d'ici à 2050, Paris intra-muros comptera 1,6 million d'habitants. La population d'Île-de-France aura été divisée par deux, et totalisera environ 6 millions d'habitants. Un million de personnes vivront dans la première ceinture de la capitale, reverdie par des politiques de remédiation des sols, de frontages, de fermes urbaines, de transformation des anciens centres commerciaux en serres maraîchères, séchoirs, conserveries et graineries.

Les quatre autres millions se répartiront dans les sept biorégions que nous avons désignées: la Plaine de France, la Brie, Brie champenoise et Marne, le Gâtinais, le Hurepoix, le Mantois et le Vexin. Ces biorégions seront calquées sur les régions agricoles, et orienteront leurs productions vers la subsistance de leurs habitants et vers l'approvisionnement des 2,6 millions d'habitants de Paris et Ceinture (actuellement 6,6 millions). Les huit gares actuelles de la Capitale (Vaugirard, Montparnasse, Saint-Lazare, Gare de l'Est, Gare du Nord, Gare de Lyon, Austerlitz et Paris-Bercy) verront leurs commerces actuels transformés en comptoirs alimentaires, achalandés par les trains Transiliens, rebaptisés du nom de leur biorégion respective, qui serviront en priorité au fret maraîcher et, dans une moindre mesure, au transport de voyageurs. Dans le cadre du scénario *Biorégion 2050* appliqué à l'Île-de-France, il s'agissait aussi d'envisager une amélioration du niveau d'autosuffisance. La densification démographique des mégapoles requiert une gestion des flux toujours plus efficace pour faire circuler toujours plus de fluides, de matières, d'énergie et de personnes sur un territoire dont la taille ne change pas. Un tel niveau d'optimisation conduit à une dépendance vitale envers une très faible diversité d'acteurs. A Paris, le blocage de certains nœuds stratégiques comme les hydrocarbures en entrée, ou le Syctom (traitement des déchets et des ordures ménagères) en sortie, peut provoquer une crise systémique. Cette faible diversité des acteurs en charge de la gestion des flux massifs de matières, d'énergies et d'informations, est le moyen d'obtenir une stabilité des réseaux et des approvisionnements dans une mégapole, du moins en l'absence de trouble.

5. Une vision biorégionale des transports : une Ile-de-France sans voitures

Depuis 1930, plus de 800 km de dessertes ferroviaires ont été abandonnées en Ile-de-France. Certaines emprises ferroviaires ont partiellement ou presque totalement disparu notamment en raison de l'extension de l'urbanisation et de la voirie ou du remembrement agricole. Les exemples remarquables en la matière sont les anciennes lignes de chemins de fer secondaires comme Montmirail-La Ferté-sous-Jouarre ou Montereau-Château-Landon. Le célèbre Arpajonnais, mis en service en 1894, transporte dès l'année suivante 3 695 tonnes de fruits et légumes, 9 042 tonnes en 1901 et 15 304 tonnes en 1914. Il a joué un rôle capital sur le développement des cultures légumières de la région de Montlhéry. D'autres emprises au contraire ont conservé une grande partie de leur continuité même si les rails ou quelques ouvrages d'art ont été déposés. Des opportunités de réutilisation se dégagent, en particulier dans la vallée de l'Epte et dans la vallée de la Juine².

Dans la perspective biorégionale (Fig. 2), les transports serviront en priorité à acheminer vers les comptoirs alimentaires les récoltes et les flux maraîchers. Les voyageurs pourront circuler à bord des trains biorégionaux, mais grâce à la forte localisation des activités, leurs déplacements vers la capitale ne seront régis que par des aspirations conviviales et culturelles. La pendularité ville centre-banlieue aura disparu grâce aux tiers lieux. Un réseau maillé de pistes cyclables exploitera la voirie routière abandonnée par les véhicules à moteurs.

L'autoroute A6 par exemple sera une artère de circulation des vélomobiles à assistance électrique, tricycles couchés à carrosserie aérodynamique, avec de nombreuses stations de repos et de réparation de ces véhicules *low tech* très performants. Les communes seront reliées par des vélos-rails ou cyclo-draisines, des coulées vertes potagères et des sentiers de randonnées pédestres. Un système de Rézo Pouce³ généralisé développera le micro-transport à la demande à base de véhicules collectifs roulant au biogaz.

² Selon note IAU, Note rapide sur les transports, La deuxième vie des voies ferrées désaffectées en Ile-de-France, 2005.

³ Rézo Pouce est un réseau d'autostop et de co-voiturage communal. Voir <https://www.rezopouce.fr>

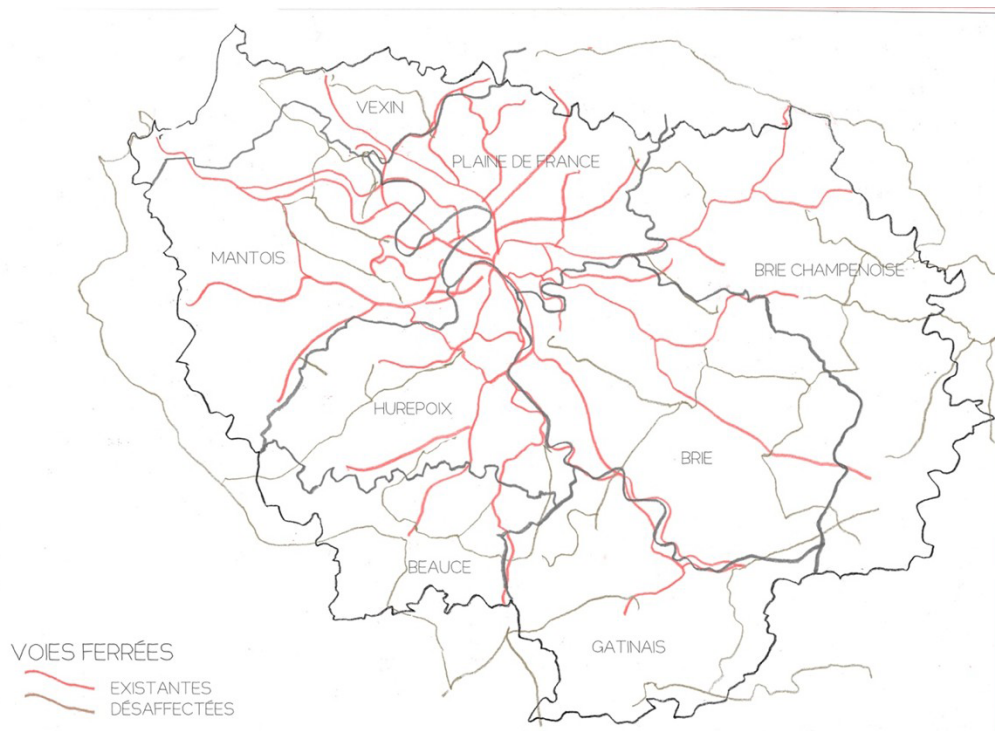


Fig. 2 - Projet de réhabilitation des voies ferrées rurales dans les huit biorégions d'Ile-de-France. Fair-Institut Momentum, 2019.

6. Un système alimentaire durable territorialisé: des biorégions nourricières

La mise en place d'un système alimentaire durable territorialisé constitue un levier possible pour un déverrouillage technologique du système agricole actuel, notamment dans le cas des cultures céréalières. La PAC des années 1960 a induit la "céréalisation" de l'agriculture des plateaux franciliens. Le concept de "verrouillage technologique" en agriculture présente l'idée que le système spécialisé actuel reposant sur un usage intensif des intrants est verrouillé, c'est-à-dire qu'il est difficile d'en sortir et de développer des alternatives. Dans le projet CARMA⁴, l'alimentation est au carrefour des politiques sectorielles dont l'articulation, dans une approche systémique du sujet, permet d'intégrer les enjeux de développement durable dans les projets de territoire" (Ricard, Scarsi, Fosse, 2017, p. 6). Un Système alimentaire durable territorialisé (SADT) s'efforce de structurer des ensembles de filières de proximité et de les organiser par un mode de gouvernance participative impliquant tous les échelons: production, transport, distribution, consommation dont débouchés et usages des produits agricoles. Le paradoxe est que la région francilienne est dotée d'un potentiel agronomique exceptionnel et de cultures de premier rang telles que le blé, l'orge, le colza, la betterave sucrière ainsi que des cultures légumières, fruitière, et dans une moindre mesure l'élevage. Grande région agricole, elle pourrait subvenir à ses besoins pour certains produits tels que le blé de panification, la salade, le cresson, les oignons.

Alors pourquoi ce paradoxe? La première raison tient à la disproportion entre la taille du bassin de consommation et le nombre d'agriculteurs. En moyenne, on compte une exploitation agricole pour 128 personnes en France, une pour 2 360 en Ile-de-France et une pour 74 000 pour Paris et la petite couronne. Et la tendance ne s'améliore pas puisque les deux tiers des exploitations agricoles ont disparu en 40 ans. La seconde raison est liée au manque de liens tissés entre les acteurs de la production, de la transformation, de la distribution et du transport au sein du système alimentaire francilien. La grande distribution domine la commercialisation des produits. Ainsi, bien que l'IDF se situe au centre d'un riche bassin agricole, contrairement à bien des métropoles (New York, Tokyo, Londres), les quelque 5000 exploitations franciliennes ne peuvent et ne pourront pas répondre à l'approvisionnement alimentaire des Franciliens en l'état actuel des filières. Pourtant, sans les terres fertiles d'IDF

⁴ Coopération pour une agriculture régionale métropolitaine d'avenir (CARMA). Lancée en 2019, l'initiative CARMA est portée par des acteurs associatifs et des collectivités territoriales en Ile-de-France afin de promouvoir des alternatives agricoles relocalisées dans le Grand Paris.

il n'y aurait pas une métropole de cette taille. Paris et le bassin parisien sont sur ce point un modèle, non seulement par les atouts du sol (limoneux épais) et du climat (tempéré océanique) mais aussi par l'étendue du bassin nourricier. Celui-ci a pu nourrir une métropole croissant jusqu'à plus de dix millions d'habitants et même exporter alors que la Rome antique ou Londres ont atteint les limites de leur bassin d'approvisionnement et sont allées chercher leur alimentation dans les ressources d'un empire lointain.

Aujourd'hui, la surface agricole utile de l'Ile-de-France représente la moitié de sa surface totale, soit 600 000 ha. Et dans la perspective d'un effondrement, il faut envisager que le couvert forestier soit maintenu pour fournir du bois et rafraîchir le climat. Certes s'il y a désurbanisation il sera possible de convertir des sols urbains en des sols agricoles mais il y aura quand même un fort enjeu à conserver du couvert forestier. La remédiation des sols sera un chantier important pour les décennies à venir. Mais elle ne constituera pas un impératif, car la surface agricole utile existante suffira à nourrir 6 millions d'habitants en 2050.

Comme le démontre une étude conduite par Juliette Anglade, il est d'ores et déjà possible de nourrir 12 millions d'habitants en légumes produits en agriculture biologique sur la base de 160 000 à 205 000 ha, soit environ 35% de la SAU d'IDF. Actuellement, les zones de production maraîchère en Ile-de-France occupent 3650 ha, moins de 1% de la SAU. Pour 12 millions de personnes, 106 000 ha de production maraîchère sont nécessaires (sans pommes de terre) et 204 500 ha (avec pommes de terre). Ce qui signifie une multiplication par 29 à 56 fois des surfaces consacrées aux légumes, qui couvriraient entre 20 et 30% de la SAU régionale (Anglade, Ramos Medina, Billen, Garnier (2016). Selon leur calcul, cela nécessite que l'élevage soit réintroduit dans le bassin de la Seine et que les Franciliens adoptent un régime demitarien, c'est-à-dire qu'ils réduisent leur consommation de produits animaux de 35 à 40%. Si ces conditions sont remplies, le bassin de la Seine peut subvenir aux besoins alimentaires de l'intégralité des populations y résidant (16,9 millions), exporter 1950 kgN de céréales par an, et réduire la pollution de l'eau de la Seine à un niveau conforme aux standards de qualité.

Quelques années plus tard, en 2022, la géographe Sabine Barles et ses co-auteurs corroborent la proposition biorégionale de l'Institut Momentum en assumant la possibilité d'un modèle de société fondé sur la sobriété, la décroissance, l'effacement des inégalités sociospatiales et le dépassement de la césure société-nature:

"La sortie d'une métropolisation devenue inadaptée aux crises climatiques et sociales débouche sur une organisation sociale post - métropolitaine structurée à l'échelle de biorégions mettant en œuvre une économie sobre, qui se traduit dans l'organisation des établissements humains et son fonctionnement ainsi que dans un système alimentaire en grande partie relocalisé" (Barles et al. 2022, p. 1).

Dans notre scénario (fig. 3), l'agriculture génère 1 500 000 emplois directs et autant d'induits dans les biorégions d'Ile-de-France. Nous estimons qu'il faudra deux personnes pour exploiter un hectare de maraîchage biologique, et une personne par 1 000 m² en permaculture maraîchère.

Les entreprises agricoles du futur sont l'expression de la multifonctionnalité (Magnaghi, 2014): production de nourriture pour la ville, revitalisation de la civilisation hydraulique (soin des rivières), production de services écosystémiques, nouvelle civilisation agro-urbaine. Elles mettent en œuvre de profondes transformations de l'emploi agricole dans le sens d'un rôle plus faible du travail salarié et de la croissance du travail autonome, familial, en réseau de petites entreprises, de l'artisanat, de services avancés. Elles intègrent l'économie d'entreprise avec des financements provenant des différents secteurs de l'administration publique (programme de développement rural, protection du sol et sécurité hydraulique, environnementale, formation, commerce, services, infrastructures (mobilité douce, télécommunications).

Les lieux et les territoires relocaliseront progressivement les flux à l'échelle du bassin parisien et au sein des biorégions franciliennes. Ils contrebalanceront l'actuel primat des flux qui deviendront plus résilients. La halle mondiale de Rungis n'aura plus lieu d'être. Elle sera remplacée par des marchés locaux dans les bourgs, par l'auto-production de subsistance, par des conserveries biorégionales, et, à Paris et autour de la capitale, par les huit gares-comptoirs et par des fermes urbaines dans la Petite Ceinture.

7. Pour conclure: des designs pour la subsistance

La question de la bonne échelle et celle de la subsistance sont au cœur du projet biorégional. Il s'agit de redimensionner les établissements humains de telle manière qu'ils permettent l'auto-subsistance de leurs habitants. Ce qui nous intéresse ici, c'est aussi de considérer la métropole d'un point de vue thermo-dynamique, c'est-à-dire du point de vue du flux d'énergies fossiles qui irriguent ce système, dont la combustion génère de l'entropie. Alors que la biorégion se veut un espace équilibré et auto-subsistant, la métropole est un espace

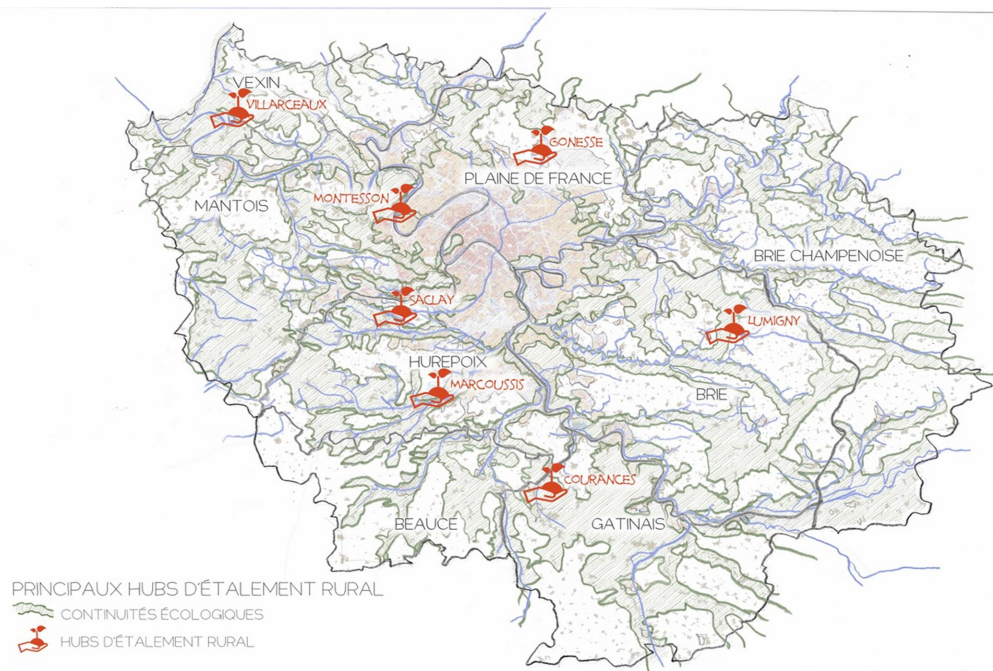


Fig.3 - Projet de hubs d'étalement rural dans huit biorégions franciliennes. Fair-Institut Momentum, 2019.

dissipatif. Ce phénomène caractérise les sociétés thermo-industrielles: sans la généralisation des combustibles fossiles, l'"urbanocène" n'aurait pas lieu. La métropolisation reflète dans l'espace ce fait social total qu'est la "pétrolisation" du monde et sa face la plus visible, l'automobilisation et le remembrement des espaces agricoles. Les biorégions prônent non pas tant un retour à la terre qu'une mise en visibilité des flux et une réduction de ceux-ci pour en finir avec la logique inique du dépassement (*overshoot*). Dans le contexte actuel de questionnement sur la vulnérabilité et la finitude de nos sociétés, la notion de biorégion, forgée dans les années 1970, revient sur le devant de la scène. Elle s'ancre dans la critique de la ville géante, qui dévore son environnement. Dans un ouvrage phare récemment traduit en français, le chercheur et biorégionaliste américain Kirkpatrick Sale décrit la métropole comme une entreprise récente des sociétés industrielles, un "parasite" voué à périr, incapable de s'ajuster aux capacités de production de son territoire ou des régions alentour, puisant dans le monde entier, tel un "gigantesque système de succion" (Sale, 2020, p. 101). A rebours de ce modèle métropolitain, Kirkpatrick Sale prône la petite communauté locale, dont l'avantage est d'être dotée de meilleurs capteurs réceptifs pour s'adapter aux changements et survivre aux aléas. Une théorie reprise par David Holmgren, le co-inventeur de la permaculture, qui met l'accent sur la conscience des boucles de rétroactions. Les rétroactions sont des signaux envoyés par la nature qui indiquent qu'un système entre en déséquilibre. C'est le cas aujourd'hui du coronavirus, symptôme et signal d'un trop grand empiètement des consommations humaines d'espace et d'animaux sauvages. Nous envisageons ainsi la biorégion sur un plan triple : un plan pragmatique (paysager, urbanistique), un plan anthropologique de réforme de l'entendement et de traversée du constat de l'effondrement, et un plan politique, car il est nécessaire de politiser l'approche biorégionale en l'affirmant comme un espace de décolonisation active des flux de ressources et des imaginaires et de résistance aux titans productivistes. Serait-ce là un antidote à l'urbanisation du monde, à ce monde post-urbain décrit par l'historienne de l'urbanisme Françoise Choay⁵ comme une normalisation de l'espace et comme une déconstruction de la ville (Choay, 2006), à ce junk space que l'architecte Rem Koolhaas pointe comme une apothéose d'insignifiance produite par la rencontre de l'escalator et de la climatisation (Koolhaas, 2011)? Que la métropole soit une parenthèse dans le temps long des âges de la Terre.

⁵Françoise Choay (née en 1925 et décédée en 2025).

Références

- Anglade J., Ramos Medina M., Billen G., Garnier J. 2016, Organic market gardening around the Paris agglomeration: agro-environmental performance and capacity to meet urban requirements, «Environmental Science and Pollution Research», Springer-Verlag Berlin Heidelberg, DOI: 10.1007/s11356-016-6544-1.
- Barles S., Poux X., Lumbroso S., Barataud F., Petit C. et al. 2022, *Un scénario post-métropolitain pour le bassin de la Seine. Quelle co-évolution des systèmes alimentaires et territoriaux?*, Programme PIREN Seine, phase 8, DOI: 10.26047/PIREN.rapp.ann.2022.vol02, https://piren-seine.fr/sites/default/files/piren_documents/rapports_dactivite_2022/a1b3_barles_piren_2022_v2_net.pdf.
- Catton W. 1982, *Overshoot. The Ecological Basis of Revolutionary Change*, University of Illinois Press.
- Cochet Y., Sinai A., Thévard B. 2019, *Biorégion 2050. L'Île-de-France après l'effondrement*, Institut Momentum, Paris, <https://institutmomentum.org/bioregion-2050-ile-de-france-apres-leffondrement-le-rapport-integral>.
- Choay F. 2006, *Pour une anthropologie de l'espace*, Seuil, Paris.
- Cronon W. 1991, *Nature's Metropolis: Chicago and the Great West*, Norton.
- Crutzen P.J., Stoermer E.F. 2000, The Anthropocene, «IGBP Newsletter», n. 41, maggio 2000, pp. 17-18.
- Fanfani D., Matarán Ruiz A. 2020, *Bioregional Planning and Design*, vol. II, *Issues and Practices for a Bioregional Regeneration*, Springer, Cham.
- Holmgren D. 2018, *Retrosuburbia. The Downshifter's Guide to a Resilient Future*, Melliodora Publishing, Hepburn Springs.
- Koolhaas R. 2011, *Junkspace*, Payot, Paris [2001].
- Magnaghi A. 2003, *Le projet local*, Mardaga, Sprimont [2000].
- Magnaghi A. 2014, *La biorégion urbaine. Petit traité sur le territoire bien commun*, Eterotopia, Paris.
- Magnaghi A. 2020, *Il principio territoriale*, Bollati Boringhieri, Torino.
- Marot S. 2019, *Agriculture and Architecture: Taking the Country's Side*, Exposition à la Triennale d'architecture de Lisbonne, Poligrafa, Barcelone.
- Paquot T. 2020, *Mesure et démesure des villes*, CNRS Éditions, Paris.
- Ricard A., Scarsi F., Fosse J. 2017, *Les systèmes alimentaires durables territorialisés. Cinq retours d'expérience*, Service de l'économie, de l'évaluation et de l'intégration du développement durable, Ministère de l'Environnement, de l'Énergie et de la Mer, https://www.ecologie.gouv.fr/sites/default/files/publications/Thema%20-%20Les%20syst%C3%A8mes%20d%E2%80%99alimentation%20durable%20territorialis%C3%A9s%20-%20Cinq%20retours%20d%27exp%C3%A9rience_1.pdf.
- Sale K. 2020, *L'art d'habiter la Terre. La vision biorégionale*, Wildproject.
- Steel C. 2016, *Ville affamée. Comment l'alimentation façonne nos vies*, Rue de l'Échiquier.